

## Le G8

### Quels résultats pour le baptême diplomatique de François Hollande ?

Ce week-end, le G8 s'est réuni à Camp David pour discuter de **questions économiques et mondiales**, alors que la question de la sortie de la **Grèce** de la zone euro n'est toujours pas réglée au sein de l'Union européenne et que de **multiples crises politiques** agitent le monde.

Concernant la crise de la dette, les dirigeants ont mis l'accent à la fois sur la **croissance et l'emploi**, pour concilier austérité et relance.

Néanmoins, **cette réunion n'a pas permis d'avancées politiques majeures**, ni à propos de la Grèce d'une part, ni à propos de la politique étrangère d'autre part. Les ministres des Finances français et allemand, Pierre Moscovici et Wolfgang Schäuble, doivent se rencontrer ce jour à Berlin pour tenter de faire évoluer la situation. Ce mercredi, une autre réunion, des chefs d'Etat de l'Union européenne cette fois-ci, aura lieu, pour un sommet informel à Bruxelles.

Le Nouveau Centre espère que cette succession de réunions se traduira au plus vite par des **actions concrètes en matière de sérieux budgétaire**, et par des **avancées rapides vers une Europe plus fédérale**, plus que jamais nécessaire dans une Union qui, malade de l'intérieure, est devenue incapable de gérer les crises extérieures.

#### LES CHIFFRES CLES

- En **2007**, le G8 représentait **13,1 %** de la population mondiale et produisant environ **58 %** du PIB mondial.
- Les contribuables européens détiennent près de **291 milliards** de la dette publique grecque. La France a prêté à Athènes **63,3 milliards** d'euros (**3,2 %** du PIB) et l'Allemagne **84,5 milliards** (**3,3 %** du PIB). L'Estonie et Malte ont quant à eux assuré des crédits à la Grèce à hauteur de **4,5 %** de leur PIB, devant la Slovaquie, qui a prêté **3,8 %** de son PIB et la Slovénie, avec **3,7 %**, autant de pays qui pourraient se retrouver en difficulté en cas de sortie de la Grèce de la zone euro.

- Le G8 en question

A l'origine constitué de six pays, en **1975** (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie), puis de sept, avec le Canada en **1976**, et enfin huit, avec la Russie en **1998**, le G8 réunit chaque année les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays concernés, ainsi que les présidents de la Commission et du Conseil européens.

Ce week-end, à la veille du sommet de l'OTAN de Chicago, dans l'Illinois, s'est tenu le 38<sup>ème</sup> sommet du G8, à Camp David, au Maryland. Etaient présents **Barack Obama, Yoshihiko Noda, Angela Merkel, François Hollande, David Cameron, Mario Monti, Stephen Harper** et **Dmitry Medvedev**, ainsi que **José Manuel Durão Barroso** et **Herman Van Rompuy**. La réunion a été majoritairement dominée par la crise de la dette européenne, mais aussi par les crises internationales.

- Les différents sujets abordés

### 1. L'Iran

Le G8 a appelé l'Iran à la **pleine coopération** lors de la réunion à venir ce mercredi à Bagdad avec le Groupe "5+1" (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, plus Allemagne) sur le **nucléaire**.

Un autre sujet concernant l'Iran a également été abordé : le **pétrole**. Alors que des **sanctions** contre le secteur pétrolier iranien doivent prendre effet en juillet, les membres du G8 se sont dits prêts à prendre des mesures pour assurer l'approvisionnement du marché mondial en pétrole, sans en préciser toutefois la nature. Les pays pourraient néanmoins se résoudre à puiser dès cet été dans leurs **réserves stratégiques** de pétrole.

### 2. La Syrie

En 13 mois, les **violences** ont fait plus de 11.100 morts, en grande majorité des civils tués par les troupes du régime. On compte désormais plus de 44 000 réfugiés dans les pays voisins de la Syrie, les violences ayant de plus déplacé entre 100.000 et 200.000 personnes à l'intérieur même du pays.

Les leaders du G8 ont profité de ce sommet pour affirmer à nouveau « soutenir les efforts » du médiateur international **Kofi Annan** et ont demandé la fin immédiate des violences. Ils se sont dits « déterminés à envisager **d'autres mesures** aux Nations unies en fonction des besoins » et condamnent « les récents attentats terroristes en Syrie ».

### 3. La Corée du Nord

Les dirigeants du G8 se sont dits « profondément préoccupés » par les actes « provocateurs » de

la Corée du Nord, en référence au **tir de fusée** raté laissant présager le développement d'un programme nucléaire militaire. Le G8 a appelé le pays à « à se conformer à ses obligations internationales », et s'est dit prêt à **saisir le Conseil de sécurité de l'ONU** en cas de tirs de missile balistique ou d'essais nucléaires.

Le G8 a également souligné les **violations récurrentes des droits de l'homme** dans le pays, et notamment la situation des prisonniers politiques et le problème des enlèvements d'opposants.

#### 4. La sécurité alimentaire

Le 18 mai dernier, Barack Obama a lancé la « **Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition** », avec une mesure phare : **les entreprises du secteur privé de l'agroalimentaire seront désormais sollicitées pour l'aide au développement**. Les fonds seront prioritairement destinés au **Ghana**, à la **Tanzanie** et à l'**Ethiopie**, puis à la **Côte d'Ivoire**, au **Burkina Faso** et au **Mozambique**.

Le G8 a salué cette initiative et souligné les progrès de l'Afrique : « Tout en nous réengageant à œuvrer ensemble pour réduire la pauvreté, notre tâche est de promouvoir le changement qui peut y mettre fin, en investissant dans la croissance en Afrique, en amplifiant son rôle et son succès dans l'économie mondiale ».

Les pays ont affirmé que cette « Nouvelle alliance » devrait permettre dans les dix prochaines années « de sortir 50 millions de personnes de la pauvreté ».

#### 5. La situation grecque

Les dirigeants ont appelé de leurs vœux **le maintien de la Grèce dans la zone euro**. « Le message que j'ai voulu porter (...) ça a été le souhait que la Grèce reste dans la zone euro, respecte ses engagements mais soit appuyée, accompagnée par l'Europe pour stimuler sa croissance » a affirmé le président français.

Néanmoins, la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) travaillent actuellement à « **des scénarios d'urgence** » dans l'hypothèse d'un retour du pays à la drachme.

#### 6. La fiscalité européenne

En marge du G8, dans une réunion bilatérale, Barack Obama et Angela Merkel ont également convenu que la zone euro ne devait pas renoncer à des **mesures de consolidation fiscales** tout en œuvrant pour la croissance.

## Etat de lieux

## 7. Le système européen de garantie des dépôts bancaires

Mario Monti a présenté lors du G8 le projet de **système européen de garantie des dépôts bancaires**, et a notamment obtenu le soutien de Barack Obama et de la Banque centrale européenne. Le mécanisme prévoit un **financement conjoint par les Etats européens** de garanties des dépôts bancaires de façon à rassurer les épargnants des pays les plus fragiles.

## Les positions des différents dirigeants

- **Barack Obama** a déclaré : « Il y a maintenant un consensus de plus en plus net sur le fait qu'il faut en faire plus pour créer de la croissance et des emplois dans le contexte des réformes budgétaires et structurelles ». Néanmoins, contrairement à la France, les Etats-Unis gardent la conception de la croissance par l'endettement.
- **Mario Monti** a estimé qu'on ne pouvait pas « se contenter d'attendre des réformes structurelles et la réduction des déficits pour générer de la croissance ». Il a appelé le conseil européen du 23 mai à « définir des mesures concrètes, comme un renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement, des obligations destinées aux projets (d'infrastructures) et une évolution vers les eurobonds ». Il a également annoncé un sommet avec M. Hollande et Mme Merkel à Rome en juin.
- **Angela Merkel** a quant à elle affirmé : « Le message important à retenir du sommet, c'est que la consolidation des budgets et la croissance sont les deux faces de la même médaille ». La chancelière tente ainsi de minimiser le poids que François Hollande souhaite donner à la croissance face à la politique de rigueur de mise.
- **David Cameron** a demandé à ce que « des plans d'urgence [soient] mis en place, afin de renforcer les banques, améliorer la gouvernance et des dispositifs pare-feu - toutes ces choses doivent être mises en place très rapidement », a-t-il précisé.

## La position du Nouveau Centre

Concernant la **crise économique**, le Nouveau Centre s'inquiète de ce qu'aucune avancée concrète n'ait eu lieu concernant la **croissance**, malgré l'autosatisfaction du PS à avoir, en façade, imposé ce thème pour les médias.

Le parti souligne également à nouveau la nécessité d'une **Europe plus fédérale**, afin de sauver la zone euro. La gravité de la situation démontre qu'il ne peut y avoir de zone monétaire unique sans une **gouvernance économique**, budgétaire et fiscale des Etats qui partagent la même monnaie. L'un ne va pas sans l'autre. Pour sauver l'euro, il faut prendre le chemin du **fédéralisme budgétaire**.

## La position du Nouveau Centre

Le Nouveau Centre est favorable à la conclusion d'un **Traité de la zone euro** pour mettre en place une véritable gouvernance économique européenne fondée sur des institutions et des processus de décision démocratiques et efficaces pour promouvoir l'intérêt général européen. Ce traité devra notamment définir les mécanismes de convergence fiscale et sociale entre les Etats membres et fixer l'objectif d'équilibre budgétaire fondé sur l'interdiction des déficits de fonctionnement.

Le Nouveau Centre formule trois autres propositions concrètes :

- **Soumettre les projets budgétaires des Etats à la Commission européenne avant qu'ils soient présentés aux parlements nationaux.**
- Renforcer sans délais les procédures de contrôle budgétaire dans l'Union européenne, en substituant aux procédures de sanction financière pour déficits excessifs la **mise en place de sanctions « politiques », et la suspension des droits de vote contre des Etats pris en flagrant délit de « violation grave des principes de base de l'Union économique et monétaire ».**
- Mettre en place un **véritable régulateur européen**, doté de réels pouvoirs, c'est-à-dire capable d'arbitrer entre les différents régulateurs nationaux et de superviser les acteurs transnationaux. C'est le seul moyen de protéger les épargnants et d'éviter les dérives auxquelles nous avons assisté.

Le Nouveau Centre regrette également que le nouveau Président français s'entête à refuser la **règle d'or**, alors même que lors du sommet européen de Bruxelles le 26 octobre 2011, les 17 chefs Etats de la zone euro s'étaient tous engagés à le faire d'ici à la fin de l'année prochaine. Pour son baptême du feu diplomatique, François Hollande risque de mettre la France sur le banc de touche des négociations internationales pour la sortie de crise.

Concernant les points de politique étrangère abordés lors du G8 :

- **Concernant la Syrie** : Le Nouveau Centre a dénoncé, dès le début des insurrections syriennes, l'attitude et la violence du pouvoir en place. Il a soutenu avec vigueur une attitude ferme à l'égard du régime et ont approuvé l'adoption d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies condamnant la répression des populations civiles. Il s'est clairement opposé à l'attitude de la Chine et de la Russie, alliés traditionnels de Damas. Devant cette situation intenable, le groupe Nouveau Centre a soutenu l'initiative d'une saisine de la Cour pénale internationale. A l'Assemblée nationale, les députés centristes ont évoqué à plusieurs reprises, lors des séances publiques, la question de la Syrie. Encore récemment, lors du débat préalable au Conseil européen, le 29 février 2012, le Nouveau Centre avait fait part de son souhait de voir le Conseil européen se pencher sur le sujet.
- **Concernant l'Iran** : Le Nouveau Centre a toujours insisté pour que l'Iran joue la carte de la transparence à propos de son programme nucléaire. Le parti a à plusieurs reprises fait part de son scepticisme quant aux intentions pacifiques de l'Iran en matière nucléaire, et a soutenu les sanctions imposées au pays, soulignant le risque de prolifération nucléaire dans la région.

## La position du Nouveau Centre

Le parti condamne également la tentative de lancement de la fusée coréenne et appelle le pays à respecter ses engagements internationaux.

- **Concernant la sécurité alimentaire :** Le Nouveau Centre demande à François Hollande de s'engager et de se positionner clairement comme l'avait fait son prédécesseur. Le parti rappelle que durant la Présidence française de l'Union européenne, une facilité additionnelle pour la sécurité alimentaire d'un milliard d'euros (sur 3 ans) avait été adoptée en codécision par le Parlement et le Conseil, à l'échelle de l'Union. Au plan bilatéral, l'aide alimentaire en faveur des pays en développement avait été portée à 51 M€ en 2008 (contre 32 M€ en 2007). La France doit continuer à jouer un rôle moteur dans ces initiatives, en Europe et dans le monde. Il s'agit à la fois d'une nécessité absolue, d'un devoir moral, et d'une exigence d'humanité que de prendre toute la dimension de cette insulte à la dignité humaine qu'est la famine. Le gouvernement français doit développer, tant au plan national qu'international, des initiatives concrètes pour le développement des pays les plus pauvres, l'accès aux ressources naturelles, ainsi qu'à l'éducation.

### ILS L'ONT DIT :

**Philippe Vigier, Commission des finances, Député de l'Eure-et-Loir**

« Hollande joue sur les mots pour ne pas perdre la face. Derrière l'accord sur la croissance, un désaccord majeur à prévoir sur les mesures à mettre en œuvre, et un probable décrochage de la France, avec l'application du programme socialiste. Derrière l'Afghanistan, un autre renoncement, avec le retrait des troupes combattantes : une solution insatisfaisante pour ne pas avoir l'air de renier une promesse irréaliste. »

*Déclaration publique, 21.05.12*